

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 17

Bulletin d'information de la **CNGR**
Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

A SAVOIR:

LE PORTUGAL ET L'ITALIE DANS LE ROUGE.

Le déficit budgétaire du Portugal devrait atteindre 6, 8 % du PIB au terme de l'exercice 2005, tandis que celui de l'Italie, qui était de 3, 1% en 2003 et 2004, se creusera de façon substantielle d'ici à la fin de l'année. L'atonie économique dont souffrent les pays de l'UE est la principale cause de cette aggravation des comptes publics. Mais la Banque Centrale Européenne maintient le cap libéral qui est le sien, quels qu'en soient les conséquences économiques et sociales. Le président de la BCE, Jean-Claude Trichet, a d'ailleurs déclaré le 23 mai qu' « il est par conséquent essentiel que la plus grande priorité soit accordée à la consolidation budgétaire dans les pays concernés ».

ON SPECULE SUR L'AVENIR DES FONDS SPECULATIFS.

Plusieurs « hedge funds » vont-ils boire la tasse dans les prochaines semaines ? La question est soulevée par le Wall Street Journal, qui cite le fonds spéculatif américain Highbridge Capital parmi les établissements au bord de la faillite. La cause de leur détresse : le classement au rang d'investissement spéculatif des obligations de Ford et de General Motors, qui leur a fait perdre beaucoup d'argent. Il existe actuellement 8 000 fonds de ce genre, qui gèrent la bagatelle de 1 000 milliards de dollars. Rappelons que la quasi-faillite du «hedge fund» Long Term Capital Management en 1998 avait à ce point menacé l'économie américaine que la Réserve fédérale était intervenue pour le renflouer.

AFGHANISTAN : SEIGNEURS DE LA GUERRE ET BARONS DE LA DROGUE.

Quatre ans après l'intervention des forces armées US en Afghanistan, la drogue est de nouveau la principale activité économique du pays. La culture du pavot et le trafic de l'opium représentent aujourd'hui 40% du PIB afghan (sources : Nations Unies). L'économie de la drogue est contrôlée par les potentats locaux et des proches de la présidence, ce qui fait dire au département d'Etat américain, dans un rapport publié en mars dernier, que «l'Afghanistan est sur le point de devenir un narco-état».

EDITO: : ILS NE VEULENT RIEN ENTENDRE

Tremblement de terre, lame de fond, tsunami : les métaphores qui ont fleuri pour qualifier la victoire du Non au référendum du 29 mai traduisent bien l'impact national et international causé par l'évènement. Tel Gulliver se libérant de ses liens, le corps électoral a secoué sa torpeur abstentionniste pour proclamer haut et fort la volonté populaire, au grand désarroi des Liliputiens de la pensée unique. L'onde de choc a largement dépassé les frontières, et la Hollande pourrait bien devenir, trois jours après la France, le deuxième pays de l'UE à enterrer la «constitution Giscard».

Cette victoire est d'autant plus méritante qu'elle survient malgré l'impressionnant battage médiatique et la propagande d'Etat en faveur du « traité constitutionnel ». Que n'aura-t-on entendu au cours des derniers mois, et que ne continue-t-on pas à entendre, puisque les hérauts du Oui continuent à se répandre en haine et en mépris contre les « populistes », « démagogues », et autres «souverainistes» responsables de leur défaite !

Car ils ne veulent rien entendre, à l'instar du chef de l'Etat, qui au lieu de redonner la parole au peuple, quelle qu'en soit la forme institutionnelle, opte pour l'immobilisme sous couvert d' « inflexion » de l'action gouvernementale. Villepin à Maignon et Sarkozy intronisé vice-premier ministre tout en restant le patron de l'UMP : sans craindre de se déjuger, Chirac constitue un improbable dernier carré qui pourrait bien se déchirer avant la fin de son quinquennat.

Voilà deux hommes dont chacun sait qu'ils se détestent rabibochés à la hâte sous la houlette d'un président obligé de manger son chapeau. Sarko le vorace est à nouveau à l'Intérieur, face au mouvement social, en première ligne pour affronter la grogne qui sourd de partout.

Car l'avènement des duettistes gouvernementaux est placé sous le signe de la matraque et des mauvais coups : condamnation en justice des leaders du mouvement lycéen, répression des postiers en grève, projet d'instauration d'un service minimum dans les transports publics, privatisation de Gaz de France, austérité budgétaire, etc... Même s'il apporte du lyrisme sous les lambris de Maignon, Villepin s'apprête à continuer la politique de son prédécesseur.

C'est dire la grande responsabilité de la gauche, qui a pesé d'un poids décisif dans la victoire du Non, et qui doit maintenant transformer l'essai pour ne pas se laisser voler sa victoire. Il est clair, en premier lieu, que seule une orientation anti-libérale permet de rassembler la majorité des électeurs progressistes. S'il ne s'en persuade pas, le PS accentuera son éloignement de l'électorat populaire. Il est aussi patent, si l'on tire le bilan de la campagne du Non de gauche, que l'unité sans exclusive est mobilisatrice. Se rassembler est la condition indispensable pour aller de l'avant.

Nous devons maintenant faire en sorte que la brèche ouverte le 29 mai ne se referme pas. Le texte « Propositions pour une relance européenne », cosigné par de nombreuses personnalités de toutes les sensibilités de la gauche du Non, est un bon point de départ (voir page 2 de ce numéro). Mais il nous faudra aussi déterminer les moyens d'action pour faire avancer un projet que le pouvoir n'a nullement l'intention de prendre en compte.

Comme elle l'a fait durant toute cette campagne, la Gauche Républicaine sera au cœur des mobilisations à venir, avec la force de ses convictions et le même esprit unitaire.

La Gauche Républicaine

M.A.I.S NON! M.A.I.S NON!

M.A.I.S NON! M.A.I.S NON!

M.A.I.S NON! M.A.I.S NON! M.A.I.S NON! M.A.I.S NON! M.A.I.S NON! M.A.I.S NON!

Faire du « NON » au référendum du 29 mai une grande victoire de la République!

FRANCOIS HOLLANDE MANQUE DE REALISME

Dimanche 29 mai, le peuple français a rejeté massivement le libéralisme extrême mis en musique par la commission de Bruxelles, et prolongé en France par la politique de Chirac et Raffarin. Le président de la République n'en tire pour seule conclusion que le remplacement de son Premier ministre. Et pourtant, ses dix ans à l'Élysée ont été jalonnés d'échecs personnels. Son intention proclamée « d'infléchir » la politique gouvernementale est à ranger parmi les nombreuses promesses non tenues de ses deux mandats. Chirac s'accroche au pouvoir, aggravant du même coup la crise du régime.

Désavoué par ses propres électeurs, François Hollande se livre à une lecture surprenante du résultat du référendum, où il ne veut voir qu'un désaveu de la politique de l'Élysée et de Matignon. Mais la majorité des électeurs du Non, clairement positionnés à gauche, ont d'abord rejeté l'inspiration libérale de cette politique, que le « traité constitutionnel » entendait graver dans le marbre.

Partisan du « réalisme à gauche », pour reprendre l'une de ses expressions favorites, le Premier secrétaire du PS lui tourne singulièrement le dos en se refusant à identifier les raisons profondes du mécontentement qui s'est exprimé avec le référendum. Seules seront réalistes, seules seront réellement de gauche les propositions qui s'appuieront sur un diagnostic sans concession des maux dont souffrent les peuples européens.

Se rassembler contre le libéralisme qui sévit dans notre pays comme dans le reste de l'Europe, telle est l'alternative ouverte par la gauche au cours de la campagne référendaire. C'est dans cette direction qu'il faut poursuivre notre mobilisation. François Hollande ne peut pas continuer à l'ignorer, s'il veut contribuer à reformer l'union de la gauche, comme il en a exprimé le souhait le soir du 29 mai.

Le 30 mai,

Pierre Carassus

Maire de Vaux-le-Pénil

Député de seine-et-Marne de 1995 à 2002

Pour la Coordination Nationale de la GAUCHE REPUBLICAINE

CHAR DASSAULT A L'EXPRESS

Encore un qui ne veut rien comprendre. Serge Dassault, grand avionneur devant l'éternel et propriétaire de l'Express depuis 2004, vient de nommer l'un de ses proches, Rudi Roussillon, à la présidence du conseil de surveillance de l'hebdomadaire. Contre l'avis du directeur de la publication, Denis Jeambar, qui souhaitait la désignation à ce poste d'un administrateur indépendant.

Dassault reproche à Jeambar de ne pas avoir insufflé dans la rédaction de l'Express un esprit aussi ultra-libéral que le sien, et de se laisser aller à des critiques de Chirac. C'est vrai que c'est intolérable.

« LES ALLEMANDS AURAIENT VOTE NON »

Peter Altmaier, député allemand de la CDU et membre de la Convention d'où est sorti le « traité constitutionnel » de l'Union européenne, a accordé une interview au Monde du 1er juin dont nous publions un extrait particulièrement révélateur.

Comment expliquez-vous le résultat du référendum et quelles sont vos réactions ?

Je suis déçu, bien sûr. Je pense que la situation économique a joué. C'est elle qui explique qu'il ait été impossible de convaincre les Français de la vertu du « oui ». Le même phénomène s'est d'ailleurs manifesté en Allemagne où les résultats de l'élection en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le 22 mai, constituent un tremblement de terre comparable. Si les Allemands avaient été appelés à se prononcer par référendum sur l'Europe, je suis sûr qu'ils auraient aussi, comme les Français, voté « non ».

PROPOSITIONS POUR UNE RELANCE EUROPEENNE

Des partisans du Non de différentes sensibilités de gauche lancent des propositions pour mettre l'Europe sur de nouveaux rails. Parmi les signataires : Pierre Carassus, Bernard Cassen, Roger Martelli, Jean-François Gau, Jean-Christophe Bonté-Cazals, Eric Coquerel, Pierre Cours-Salies, François Delapierre, Francis Wurtz, Claire Villiers, etc ... Nous publions les 10 mesures immédiates proposées par cet appel.

- Le pacte de stabilité, qui justifie le recul des dépenses publiques, sera abandonné.
- Le budget européen sera réévalué, pour faire face aux exigences d'intervention publique et, notamment, pour réussir l'élargissement.
- La directive Bolkestein, qui vise à institutionnaliser et à développer le dumping social avec le principe de « pays d'origine », sera retirée. Toutes les décisions qui vont dans le même sens seront écartées.
- La proposition de la Commission visant à autoriser la semaine de 65 heures sera abandonnée.
- Les directives imposant la mise en concurrence des services publics seront suspendues, un moratoire sera immédiatement décrété sur les privatisations et un bilan économique et social complet des démantèlements des services publics sera dressé, contradictoirement, dans les plus brefs délais.
- Les secteurs de l'éducation, de la santé et de la culture ne pouvant être soumis aux règles de la marchandisation, ils

devront être retirés sur-le-champ des négociations de l'accord général sur le commerce des services.

- La banque centrale européenne sera assujettie aux institutions politiques de l'Union. Il sera mis un terme à l'obligation de contenir les salaires, les retraites et les minima sociaux au nom de la stabilité des prix.

- Une directive de protection contre les licenciements collectifs sera adoptée. L'obligation sera affirmée de négocier, sur des propositions alternatives, avec les représentantes et représentants des travailleurs qui disposeront d'un droit de veto suspensif.

- L'Union européenne plaidera sans attendre pour le respect intégral des accords de Kyoto et celui des objectifs retenus par l'ONU en 2000 (objectifs du millénaire).

- L'Europe annulera les dettes qu'ont contractées les pays du Sud auprès de ses membres.

On peut consulter le texte intégral sur Internet (recherche sur Google : propositions-pour-une-relance-europeenne)